



**ERRATUM**

Commission paritaire de  
l'imprimerie, des arts graphiques et  
des journaux  
n° 130

**CCT n° 57139/CO/130  
du 19/04/2001**

Correction du texte en néerlandais :

- le début de l'article 20 : « *Partijen verbinden zich gedurende de looptijd van deze overeenkomst...* » est remplacé par la phrase suivante : « ***Beide partijen verbinden zich gedurende de looptijd van deze overeenkomst...*** ».

- la fin de l'article 21 : « *...wordt van kracht op 1 januari 2001 en blijft van toepassing tot 31 december 2002* » est remplacée comme suit : « *...wordt van kracht op 1 januari 2001 en blijft van toepassing tot 31 december 2002, met uitzondering van de artikelen die er anders over beschikken* ».

**Décision du**

**ERRATUM**

Paritair Comité voor het drukkerij,  
grafische kunst- en dagbladbedrijf  
nr. 130

**CAO nr. 57139/CO/130  
van 19/04/2001**

Verbetering van de Nederlandse  
tekst :

- het begin van het artikel 20 : « *Partijen verbinden zich gedurende de looptijd van deze overeenkomst...* » moet vervangen worden door de volgende zin : « ***Beide partijen verbinden zich gedurende de looptijd van deze overeenkomst...*** ».

- het einde van het artikel 21 : « *...wordt van kracht op 1 januari 2001 en blijft van toepassing tot 31 december 2002* » moet vervangen worden als volgt : « *...wordt van kracht op 1 januari 2001 en blijft van toepassing tot 31 december 2002, met uitzondering van de artikelen die er anders over beschikken* ».

**Beslissing van**

19-03-2004

# Commission Paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux

**CCT 2001-2002 du 19.04.2001**

## **Chapitre 1 - Champ d'application**

**Art. 1** - La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'accord interprofessionnel 2001-2002 du 22 décembre 2000 et s'applique aux employeurs et aux travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'imprimerie et des journaux, à l'exclusion des employeurs et/ou travailleurs tombant sous l'application de la convention collective de travail pour les quotidiens belges conclue le 25 octobre 1995 au sein de la commission paritaire précitée (AR du 25.06.1997).

## **Chapitre 2 - Mesures en faveur de l'emploi**

**Art. 2** - Conformément aux dispositions de l'accord interprofessionnel 2001-2002, la prolongation des efforts en faveur des groupes à risques se fera via le prélèvement d'une cotisation égale à 0,10% de la masse salariale en 2001 et 2002. Les moyens récoltés seront destinés à la poursuite des efforts de formation dans le secteur graphique avec une attention particulière à la formation et au recyclage des travailleurs confrontés à l'introduction de nouvelles technologies. Les partenaires sociaux chargent l'asbl Fogra de déterminer les modalités de ces 2 missions.

**Art. 3** - Conformément aux dispositions de l'accord interprofessionnel 2001-2002 demandant un effort particulier de formation pour certains groupes à risques, il est convenu qu'une cotisation de 0,05% de la masse salariale en 2001 et 2002 sera spécifiquement prélevée en faveur de la formation et du recyclage des ouvriers du secteur graphique de plus de 45 ans et des travailleurs handicapés. Les partenaires sociaux chargent l'asbl Fogra de déterminer les modalités de ces 2 missions avant le 30.06.2001. Cet effort de formation solidarisé s'ajoute aux efforts de formation faits au niveau des entreprises individuelles.

**Art. 4** - Formation.

Chaque travailleur a un droit individuel à un jour de formation professionnelle par an. Il s'agit de toute forme de formation professionnelle organisée par l'employeur.

Ce droit individuel peut être globalisé au niveau de l'entreprise. Les modalités suivantes doivent être respectées:

- dans les entreprises ayant un CE, CPPT ou à défaut une délégation syndicale, l'employeur informe les représentants des travailleurs de son plan de globalisation des jours de formation.
- Dans les entreprises sans délégation syndicale, si le travailleur estime ne pas avoir eu droit à son jour de formation annuel, il peut en informer le Président de la Commission paritaire qui demandera à l'employeur de justifier l'octroi de la globalisation des jours de formation durant la période concernée.

NEERLEGGING DEPOT REGISTRE ENTREPRENEN

27-04-2001

15-05-2001

57-39 160130

**Art. 5** - Une cotisation non-récurrente de 0.05% de la masse salariale en 2001 et 2002 sera spécifiquement prélevée afin de financer l'étude d'une méthode analytique de classification des fonctions, une campagne image en faveur du secteur, des actions environnementales ou autres dossiers jugés nécessaires dans l'intérêt du secteur. Les partenaires sociaux chargent l'asbl FOGRA de la gestion du produit de cette cotisation.

**Chapitre 3 - Prépension**

**Art. 6** - La CTT du 21.12.2000 concernant la prépension à temps plein à l'âge de 58 ans est prolongée jusqu'au 31.12.2002.

**Art.7** - En exécution de l'article 110 de la loi du 26 mars 1999 et pour autant que l'entreprise ait fait connaître officiellement son adhésion à cette mesure, les travailleurs licenciés qui au cours de la période allant du 1er janvier 2001 au 31.12.2002, atteignent l'âge de 56 ans ou l'ont déjà atteint pourront bénéficier de la prépension conventionnelle s'ils justifient à la fin de leur contrat de travail un passé professionnel de 33 ans au moins en tant que salarié et s'ils peuvent prouver avoir travaillé au moins 20 ans dans un régime de travail d'équipe de nuit tel que défini dans la CCT n° 46.

Les entreprises intéressées par l'application de cette mesure doivent en informer par écrit le Président de la Commission paritaire 130 au plus tard le 31 décembre 2001.

**Chapitre 4 -Pouvoir d'achat**

**Art. 8** - En exécution de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité et de l'accord interprofessionnel 2001-2002, le pouvoir d'achat évoluera de la façon suivante durant les années 2001-2002.

- les salaires hebdomadaires seront augmentés de 1,1% au 01.07.2001 et de 1,1% au 01.04.2002.

**Art. 9-** Afin de garantir aux travailleurs le maintien du pouvoir d'achat, les parties conviennent de la procédure suivante :

Les spécialistes en la matière s'accordent à prévoir 2 indexations de 2% durant la période de la convention. Si une seule indexation devait avoir lieu durant la durée de la convention , conformément à l'article 19 de la CCT salaire du 14.05.1980, une indexation anticipée de 2 % sera octroyée le 2<sup>ème</sup> lundi du mois de décembre 2002. Cette indexation anticipée sera absorbée lors de la prochaine indexation qui aurait normalement dû être appliquée suivant l'art. 19 de la CCT sus-mentionnée. Cette « anticipation » n'a aucune répercussion sur la suite de l'application dudit article 19 de la convention salaire et ne sera pas déduite de la marge de négociation pour une CCT 2003-2004.

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page, including a large stylized signature and several smaller initials.

#### **Art. 10 - Maladie de courte durée**

En cas de maladie de courte durée pour laquelle un jour de carence est appliqué, les parties conviennent qu'une indemnité égale au salaire horaire barémique (100%) multipliée par le nombre d'heures qui aurait dû être réellement presté, avec un maximum de 8 heures, sera versée au travailleur et ce pour le premier jour de carence de chaque année civile. Cet article entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2001.

Dans les entreprises où existe un avantage au moins équivalent à celui du présent article, l'avantage pré-existant prévaut et la présente disposition n'est pas cumulable.

#### **Art. 11 - Prime de fin d'année.**

- A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001 et pour les travailleurs toujours sous contrat chez le même employeur au 01.04.2001, le nombre de jours de chômage économique et le nombre de jours de maladie qui sont assimilés pour le calcul de la prime de fin d'année s'élève respectivement à 40.

- A partir du 1<sup>er</sup> avril 2001, en cas de rupture du contrat de travail avec paiement d'une indemnité de rupture, la période couverte par l'indemnité est assimilée dans le calcul du montant de la prime de fin d'année à payer.

#### **Art.12 - Indemnités conventionnelles.**

- A partir du 1<sup>er</sup> avril 2001, l'indemnité de repas en cas d'heures supplémentaires imprévues est portée à 3,47 EUR (140Bef).
- A partir du 1<sup>er</sup> avril 2001, l'indemnité en cas de mise en chômage complet est portée à 4,83 EUR (195 Bef). Cette indemnité est portée à 6,57 EUR (265 Bef) (+ une heure du salaire brut correspondant au régime effectif de travail) en cas d'utilisation du système de rappel ou de mise en chômage partiel.

#### **Art. 13 - Période de préavis.**

Les dispositions en matière de préavis prévues à l'article 29, 2<sup>ème</sup> alinéa de la CCT « Contrat collectif » du 30.11.1990, restent d'application jusqu'au 31.12.2001 inclus. A partir du 01.01.2002, les dispositions légales prévues par la CCT n°75 seront d'application.

Cette disposition ne modifie en rien les possibilités de préavis réduits durant les 6 premiers mois du contrat de travail ou en cas de licenciement en vue de la mise en prépension.

Art. 14 - Congé d'ancienneté.

Chaque année, les travailleurs ayant 15 années d'ancienneté dans l'entreprise ont droit à un jour de congé d'ancienneté. Ce jour est rémunéré au salaire horaire barémique (100%) multiplié par le nombre d'heures qu'aurait dû être réellement presté, avec un maximum de 8h. Ce jour est fixé de commun accord entre l'employeur et le travailleur.

Dans les entreprises où existe un avantage au moins équivalent à celui du présent article, l'avantage pré-existant prévaut et la présente disposition n'est pas cumulable.

### **Chapitre 5- Fonds Spécial**

**Art. 15** - La cotisation au Fond spécial sera augmentée de 0,05% de la masse salariale annuelle en 2001 et 2002. Il s'agit d'une cotisation non récurrente visant à créer les réserves permettant de porter la prime syndicale à 104,12 EUR (4.200 Bef).

### **Chapitre 6 - Heures supplémentaires**

**Art.16** - La CCT du 21.12.2000 concernant les heures supplémentaires est prolongée jusqu'au 31.12.2002.

### **Chapitre 7 - Intervention des employeurs dans les frais de transport**

**Art. 17** - Compte tenu des engagements pris par les partenaires sociaux au point 5 "Mobilité" de l'accord interprofessionnel 2001-2002, visant à promouvoir l'usage des transports publics en portant l'intervention de l'employeur dans les frais d'abonnement (CCT n°19) à 60% à partir du 1er avril 2001, l'art. 8 de la CCT "Frais de Transport" du 16.05.1991 sera adaptée de sorte à ce que l'intervention de l'employeur dans l'utilisation de transport privé ne soit plus liée automatiquement à l'intervention prévue pour l'usage des transports publics et ce à partir du 1er avril 2001.

**Art. 18** - A partir du 1<sup>er</sup> avril 2001, lorsque le travailleur habite hors d'un rayon de 5 km et utilise un moyen de transport privé, l'intervention de l'employeur pour les jours réellement presté est égale aux montants repris dans le tableau en annexe.

**Art. 19** - A partir du 1<sup>er</sup> avril 2001, pour le travailleur qui habite hors d'un rayon au moins égal à 3 km et qui utilise le vélo comme moyen de transport entre son domicile et son lieu de travail, l'employeur octroie une indemnité de 0.15 EUR (6 BEF) par km (trajet simple) par jour effectivement presté. Ce droit est lié à la signature par le travailleur d'une déclaration sur l'honneur portant sur l'usage effectif du vélo et l'exactitude du kilométrage parcouru.

Dans les entreprises où existe un avantage au moins équivalent à celui du présent article, l'avantage pré-existant prévaut et la présente disposition n'est pas cumulable.




**Chapitre 8 - Dispositions finales**

**Art. 20** - Durant la durée de cette convention, les deux parties s'engagent à préserver la paix sociale dans l'entreprise.

**Art. 21** - Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2001 et reste d'application jusqu'au 31 décembre 2002, à l'exception des articles qui en disposent autrement.

---

Handwritten signatures in black ink, consisting of several stylized, overlapping marks.

*Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf*

#

**CAO 2001-2002 dd. 19-04-2001**

## **HOOFDSTUK 1 - TOEPASSINGSGEBIED**

**Art. 1** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2001-2002 van 22 december 2000 en is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers tewerkgesteld in de ondernemingen welke onder de bevoegdheid vallen van het paritair comité voor het drukkerij-, grafische kunst en dagbladbedrijf, met uitsluiting van de werkgevers en/of werknemers die onder de toepassing vallen van de collectieve arbeidsovereenkomst voor de Belgische dagbladen, afgesloten op 25 oktober 1995 in voornoemd paritair comité (KB van 25.06.1997).

## **HOOFDSTUK 2 - MAATREGELEN TER BEVORDERING VAN DE WERKGELEGENHEID**

**Art. 2** - Overeenkomstig de beschikkingen van het interprofessioneel akkoord 2001-2002 zullen de inspanningen ten gunste van de risicogroepen worden voortgezet door het heffen van een bijdrage van 0,10% op de loonmassa in 2001 en 2002. De verkregen middelen zullen worden aangewend om de inspanningen voor opleiding in de grafische sector verder te zetten, met bijzondere aandacht voor het opleiden en omscholen van werknemers die met nieuwe technologieën worden geconfronteerd. De sociale partners belasten de vzw Fogra met het vastleggen van de modaliteiten van deze beide opdrachten.

**Art. 3** - Overeenkomstig de beschikkingen van het interprofessioneel akkoord 2001-2002 om bijzondere opleidingsinspanningen te leveren voor sommige risicogroepen, wordt overeengekomen dat in 2001 en 2002 een bijkomende bijdrage van 0,05% op de loonmassa wordt geheven, meer in het bijzonder bestemd voor opleiding en herscholing van de werknemers binnen de grafische sector, die ouder zijn dan 45 jaar of gehandicapt. De sociale partners belasten de vzw Fogra de modaliteiten van deze beide opdrachten vast te leggen, en dit vóór 30.06.2001. Deze gesolidariseerde inspanning voor opleiding komt bovenop de inspanning voor beroepsopleiding die reeds gebeuren op het vlak van de ondernemingen.

### **Art. 4 - Vorming**

Elke werknemer heeft een individueel recht op 1 dag beroepsopleiding per jaar. Het betreft alle vormen van professionele opleiding georganiseerd door de werkgever. Dit individueel recht kan geglobaliseerd worden op het niveau van de onderneming. Volgende modaliteiten dienen gerespecteerd te worden:

- in de ondernemingen met een OR, een CPBW of bij ontstentenis een vakbondsafvaardiging, informeert de werkgever de werknemersvertegenwoordigers van zijn plan tot globalisering van de opleidingsdagen.
- In de ondernemingen zonder vakbondsafvaardiging heeft de werknemer die meent geen recht te hebben gehad op zijn jaarlijkse vormingsdag, de mogelijkheid de Voorzitter van de paritaire commissie hiervan in te lichten, die dan de werkgever zal verzoeken de globalisering van de opleidingsdagen gedurende de betrokken periode, te rechtvaardigen.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. |  
27 -04- 2001 | 15-05- 2001

NR. V° 57-239/00/230

#

**Art. 5** - Een niet-recurrente bijdrage van 0.05% van de loonmassa in 2001 en 2002 zal specifiek geheven worden voor de financiering van de studie van een analytische methode van de classificatie van de functies, van een imagocampagne ten voordele van de sector, acties met betrekking tot het milieu of andere dossiers die van belang worden geacht voor de bedrijfstak. De sociale partners belasten de vzw FOGRA met het beheer van de middelen die voortspruiten uit deze bijdrage.

### **HOOFDSTUK 3 - BRUGPENSIOEN**

**Art. 6** - De CAO van 21.12.2000 betreffende het voltijds brugpensioen op de leeftijd van 58 jaar, wordt verlengd tot 31.12.2002.

**Art. 7** - In uitvoering van artikel 110 van de wet van 26.03.1999 en voor zover de onderneming haar toetreding tot die maatregel officieel heeft bekend gemaakt, kunnen ontslagen werknemers die in de loop van de periode van 1 januari 2001 tot 31 december 2002 de leeftijd van 56 jaar bereiken of hebben reeds bereikt in aanmerking komen voor het conventioneel brugpensioen indien zij op het einde van hun arbeidsovereenkomst kunnen aantonen dat ze minstens 33 jaar als loontrekkende hebben gewerkt en indien ze kunnen aantonen dat ze minstens 20 jaar in een arbeidstelsel met nachtploegen gewerkt hebben, zoals bepaald in de CAO nr. 46.

De ondernemingen die interesse hebben voor de toepassing van deze maatregel, moeten dit schriftelijk melden aan de voorzitter van het paritair comité en dit ten laatste op 31 december 2001.

### **HOOFDSTUK 4 - KOOPKRACHT**

**Art. 8** - In uitvoering van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, en van het interprofessioneel akkoord 2001-2002, zal de koopkracht gedurende de jaren 2001-2002 als volgt evolueren:

- de weeklonen zullen worden verhoogd met 1,1% op 01.07.2001 en met 1,1% op 01.04.2002.

**Art. 9** - Teneinde aan de werknemers het behoud van de koopkracht te verzekeren komen de partijen volgende procedure overeen:  
de ter zake bevoegde specialisten zijn het er over eens dat gedurende de periode van de overeenkomst 2 indexaties van 2% moeten voorzien worden. Indien er conform het artikel 19 van de looncao van 14.05.1980, slechts één indexatie zou plaatsvinden tijdens de duur van de overeenkomst, wordt een vervroegde indexatie van 2% toegekend de 2<sup>e</sup> maandag van de maand december van 2002. Deze vervroegde indexatie zal opgeslorpt worden ter gelegenheid van de volgende indexatie die normaal zou worden toegekend volgens artikel 19 van de voornoemde cao. Deze "anticipatie" heeft geen enkele weerslag op de verdere toepassing van het vermeld artikel 19 van de looncao en zal niet in mindering worden gebracht van de onderhandelingsmarge voor een cao 2003-2004.



**Art. 10 - Ziekte van korte duur**

In geval van ziekte van korte duur waarvoor een carensdag wordt toegepast, komen de partijen overeen aan de werknemer een vergoeding te betalen gelijk aan het barema-uurloon (100%) vermenigvuldigd met het aantal uren dat werkelijk zou moeten gepresteerd zijn, met een maximum van 8 uren, en dit voor de eerste carensdag van elk burgerlijk jaar. Dit artikel is van toepassing vanaf 01.04.2001.

In de ondernemingen waar een voordeel bestaat dat tenminste gelijkwaardig is aan dit bedoeld in dit artikel, geldt het reeds bestaand voordeel en de hier vermelde beschikking is niet cumuleerbaar.

**Art. 11 - Eindejaarspremie**

- Vanaf 01.01.2001 en voor de werknemers die op 01.04.2001 nog steeds verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst bij dezelfde werkgever, wordt het aantal gelijkgestelde dagen van economische werkloosheid en van ziekte voor de berekening van de eindejaarspremie, respectievelijk op 40 gebracht.
- Vanaf 01.04.2001 wordt in geval van beëindiging van de arbeidsovereenkomst met betaling van een verbrekingsvergoeding, de periode gedekt door de verbrekingsvergoeding gelijkgesteld voor de berekening van de te betalen eindejaarspremie.

**Art. 12 - Conventionele vergoedingen**

- Vanaf 01.04.2001 wordt de maaltijdvergoeding in geval van niet-voorzien overuren, verhoogd tot 3,47 EUR (140 BEF).
- Vanaf 01.04.2001 wordt de vergoeding voor volledige tijdelijke werkloosheid verhoogd tot 4,83 EUR (195 BEF). Deze vergoeding wordt gebracht op 6,57 EUR (265 BEF) (+ één bruto-uurloon dat overeenstemt met het werkelijk arbeidsregime) in geval van gebruik van het systeem van terugroeping of het tijdelijk werkloos stellen.

**Art. 13 - Opzegperiodes**

De bepalingen inzake opzegtermijnen, voorzien in artikel 29, tweede alinea, van de CAO "Collectief contract" van 30.11.1990, blijven ongewijzigd van toepassing tot en met 31.12.2001. Vanaf 01.01.2002 worden de wettelijke opzegtermijnen voorzien in de CAO 75 van toepassing.

Deze bepaling wijzigt op generlei wijze de mogelijkheid van verkorte opzeg gedurende de 6 eerste maanden van de arbeidsovereenkomst of in geval van ontslag voor brugpensioen.

**Art. 14 - Anciënniteitsverlof**

Elk jaar heeft de werknemer die 15 jaar anciënniteit heeft in de onderneming, recht op 1 betaalde dag anciënniteitsverlof. Deze dag wordt betaald volgens het barema-uurloon (100%) vermenigvuldigd met het aantal uren dat werkelijk zou zijn gepresteerd, met een maximum van 8 uren. Deze dag wordt vastgelegd in gemeenschappelijk overleg tussen werkgever en werknemer.

In de ondernemingen waar een voordeel bestaat dat tenminste gelijkwaardig is aan dit bedoeld in dit artikel, geldt het reeds bestaand voordeel en de hier vermelde beschikking is niet cumuleerbaar.

Handwritten signature and initials, possibly 'SA' and 'SA', with a horizontal line drawn through them.

## Hoofdstuk 5 - Bijzonder Fonds

**Art. 15** - De bijdrage aan het Bijzonder Fonds wordt met 0.05% van de jaarlijkse loonmassa in 2001 en 2002 verhoogd. Het betreft een niet-recurrente bijdrage die moet toelaten de noodzakelijke reserves te creëren en de vakbondspremie te verhogen tot 104,12 EUR (4.200 BEF).

## HOOFDSTUK 6 - OVERUREN

**Art. 16** - De collectieve arbeidsovereenkomst van 21.12.2000 betreffende de overuren wordt verlengd tot 31.12.2002.

## HOOFDSTUK 7 - BIJDRAGE VAN DE WERKGEVER IN DE VERVOERKOSTEN

**Art. 17** - Rekening houdend met de afspraken van de sociale partners onder punt 5. "Mobiliteit" van het Interprofessioneel Akkoord 2001-2002, waarbij het gebruik van het openbaar vervoer wordt aangemoedigd door het verhogen van de werkgeverstussenkomst in de kosten van een abonnement (CAO 19) tot 60% vanaf 1 april 2001, zal het artikel 8 van de CAO "Vervoerkosten" Van 16.05.1991 derwijze worden aangepast dat de werkgeverstussenkomst in het gebruik van privévervoer, niet automatisch meer wordt gekoppeld aan de tussenkomst voorzien voor het gebruik van het openbaar vervoer, en dit vanaf 1 april 2001.

**Art. 18** - Vanaf 01.04.2001 is voor de werknemer die woont buiten een straal van 5 km en gebruik maakt van privé-vervoer, de tussenkomst van de werkgever voor de werkelijk gepresteerde dagen gelijk aan de bedragen opgenomen in de tabel in bijlage.

**Art. 19** - Vanaf 01.04.2001 betaalt de werkgever aan de werknemer die woont buiten een straal van minstens 3 km en gebruik maakt van de fiets als vervoermiddel, een vervoertussenkomst van 0.15 EUR (6 BEF)/km (enkel traject) per effectief gepresteerde dag. Dit recht is gekoppeld aan de ondertekening door de werknemer, van een verklaring op eer die vermeldt dat de fiets wordt gebruikt als vervoermiddel evenals het exact afgelegd aantal km.

In de ondernemingen waar een voordeel bestaat dat tenminste gelijkwaardig is aan dit bedoeld in dit artikel, geldt het reeds bestaand voordeel en de hier vermelde beschikking is niet cumuleerbaar.

## HOOFDSTUK 8 - SLOTBEPALINGEN

*Bede*  
**Art. 20** - Partijen verbinden zich gedurende de looptijd van deze overeenkomst ertoe de sociale vrede in de ondernemingen te handhaven.

**Art. 21** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 januari 2001 en blijft van toepassing tot 31 december 2002.

*met uitzondering van de artikelen die er anders over beschikking*

*15*  
*19.03.04*

*15 19.03.04*  
